

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 27/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur 

Parc éolien de l'HerbissonneSAS

38 rue Jean Mermoz
78600 Maisons-Laffitte

Références :
Code AIOT : 0005704487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement Parc éolien de l'HerbissonneSAS implanté Parc Eolien de l'Herbissonne An Avel Braz 10700 Villiers-Herbisse. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc éolien de l'HerbissonneSAS
- Parc Eolien de l'Herbissonne An Avel Braz 10700 Villiers-Herbisse
- Code AIOT : 0005704487
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc est constitué de 23 éoliennes, de 138 m de hauteur totale et de 4 PDL. La puissance unitaire est de 2 MW. L'exploitation du parc est autorisée au titre de l'antériorité depuis 2011. La déclaration d'antériorité date du 12 juillet 2012.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------|--|-------------------|
| 1 | Voie d'accès carrossable | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 | Sans objet |
| 2 | Norme de construction | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8 | Sans objet |
| 3 | Mise à la terre | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9 | Sans objet |
| 4 | Norme électrique | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10 | Sans objet |
| 5 | Balisage | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11 | Sans objet |
| 6 | Suivi environnemental | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | Sans objet |
| 7 | Accès aux aérogénérateurs | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | Sans objet |
| 8 | Identification des aérogénérateurs | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | Sans objet |
| 9 | Compétence du personnel | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------|--|-------------------|
| 10 | Propreté | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 | Sans objet |
| 11 | Arrêts d'urgence | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 | Sans objet |
| 12 | Contrôle des brides de fixation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 | Sans objet |
| 13 | Manuel d'entretien | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 | Sans objet |
| 14 | Elimination des déchets | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 | Sans objet |
| 15 | Déchets non dangereux | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 21 | Sans objet |
| 16 | Consignes de sécurité | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 | Sans objet |
| 17 | Détection incendie | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23 | Sans objet |
| 18 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 | Sans objet |
| 19 | Détection de glace | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 | Sans objet |
| 20 | Bruit | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26 | Sans objet |
| 21 | Garanties financières | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30 et 31 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 11/06/2024 n'a révélé aucune non-conformité à la réglementation.

Toutefois l'Inspection rappelle que le stockage des déchets dangereux au pied des éoliennes (dans un container) n'est pas autorisé.

L'Inspection rappelle également que les documents concernant les suivis environnementaux (constat n°6) doivent être déposés sur le site depotbio.fr

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Voie d'accès carrossable

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable, au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : L'accès aux plateformes est effectué par des chemins carrossables. L'exploitant assure l'entretien des accès. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Norme de construction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conforme aux dispositions de la norme NF EN 61 400-1 (version de juin 2006) ou CEI 61 400-1 (version de 2005) ou toute norme équivalente en vigueur dans l'Union Européenne. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les rapports des organismes compétents attestant de la conformité des aérogénérateurs à la norme précitée. En outre, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation est conforme aux dispositions de l'article |

| |
|--|
| R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation. |
| Constats : L'attestation de conformité des installations à la norme IEC 61-400-1 a été présentée lors de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Mise à la terre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. L'installation respecte la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. |
| Constats : Non applicable. Toutefois, des mesures de prise de terre ont été réalisées au telluromètre en 2014. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Norme électrique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables. Les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur sont conformes aux normes NFC 15-100, NFC 13-100 et NFC 13-200 dans leur version en vigueur à la date du dépôt de dossier de demande d'autorisation. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle. |
| Constats : L'exploitant a présenté le rapport électrique réalisé les 20/09/2023 et 22/09/2023, assurant l'exploitation des éoliennes en respectant les normes en vigueur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Balisage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11 |
| Thème(s) : Autre, Dispositions constructives |
| Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile. |
| Constats : L'exploitant effectue un contrôle visuel du balisage toutes les 2 semaines. Une alarme est déclenchée en cas de dysfonctionnement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Suivi environnemental

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 |
| Thème(s) : Autre, Exploitation |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débiter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> |
| <p>Constats : Le dernier suivi environnemental, commun aux parcs éoliens de Champ de l'épée, Côte Notre-Dame et l'Herbissonne a été réalisé entre avril et octobre 2018. Ce rapport doit être déposé sur le site Depotbio.fr. La mortalité constatée sur les parcs éoliens est considérée comme faible (cadavres d'oiseaux et de chiroptères recensés). Aucune mesure de bridage n'est en place sur ce parc éolien.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Accès aux aérogénérateurs

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p> |
| <p>Constats : Les équipements sont fermés à clé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Identification des aérogénérateurs

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p> |
| <p>Constats : Les consignes de sécurité sont affichées les aérogénérateurs et sur les postes de livraison.</p> |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'AMPG, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter.

Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisation des ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre.

Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisés par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

Constats :

La société Vestas assure la maintenance du parc. Le plan de prévention recense l'ensemble des procédures d'exploitation et de sécurité. L'exploitant a présenté les attestations d'habilitation des personnels chargés de la maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre.

L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

Constats :

Les éoliennes et les postes de livraison sont propres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Arrêts d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent :

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;
- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.

Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente.

Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification.

L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.

Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance

| |
|---|
| visé à l'article 19. |
| Constats : Les tests d'arrêts sont effectués annuellement. Les résultats de ces tests sont notés dans le rapport de maintenance et transmis au chargé d'exploitation. Les derniers essais ont été réalisés le 06/07/2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Contrôle des brides de fixation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation |
| Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. |
| Constats : Un contrôle visuel est effectué annuellement sur un échantillon de brides de fixation. L'ensemble des brides est bien vérifié sur une période de 3 ans. Le couple de serrage est également vérifié sur l'ensemble des brides. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Manuel d'entretien

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation |
| Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. |
| Constats : Le rapport de maintenance et le manuel d'entretien sont tenus à jour par l'exploitant et ont été présentés lors de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Elimination des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 |
| Thème(s) : Autre, Exploitation |
| Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit. |
| Constats : Le dernier BSDD pour les huiles de vidange a été présenté lors de l'inspection. Il est correctement rempli. Lors de l'inspection, au pied de l'éolienne 22, il a été constaté la présence non autorisée d'un container contenant des déchets issus de la maintenance du parc éolien dont des déchets dangereux (chiffons souillés, boîtiers aérosols vides...). A la demande de l'inspection ce container a été évacué. Une photo attestant de son retrait a été transmise le 17/06/2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 15 : Déchets non dangereux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 21 |
| Thème(s) : Autre, Exploitation |
| Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux (définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des collectivités. |
| Constats : Les déchets non dangereux sont éliminés vers des filières dédiées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Consignes de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risques |
| Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation. |
| Constats : Les consignes de sécurité et les procédures d'urgence sont recueillies dans le plan de prévention. Ces documents sont disponibles pour le personnel. |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Détection incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risques |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté d'un système de détection qui permet d'alerter, à tout moment, l'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné, en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse de l'aérogénérateur. L'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné est en mesure de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de quinze minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. |
| Constats : Des capteurs de fumée sont en place dans les aérogénérateurs et dans les postes de livraison. Une vérification annuelle des équipements est réalisée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risques |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un système d'alarme qui peut être couplé avec le dispositif mentionné à l'article 23 et qui informe l'exploitant à tout moment d'un fonctionnement anormal. - d'au moins deux extincteurs situés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. |
| Constats : Une alarme est déclenchée en cas d'incendie. La coupure 20 000 V est effectuée. Une alarme est transmise à l'exploitant et à la société en charge de la maintenance. Des extincteurs sont en place dans les installations ; ils sont vérifiés chaque année (dernier contrôle le 06/10/2023). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 19 : Détection de glace

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risques |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de soixante minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. |
| Constats : Une détection de formation glace est en place. Une alarme est transmise à l'exploitant si besoin et la machine est automatiquement arrêtée. |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Bruit

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26 |
| Thème(s) : Autre, Bruit |
| Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. [...]. En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. [...] |
| Constats : L'exploitant n'a pas réalisé d'étude de bruit. A la demande de l'inspection, l'exploitant a commandé une étude acoustique auprès d'un bureau d'étude spécialisé. Le devis signé de cette étude a été transmise à l'inspection le 20/06/2024. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dès sa réception le rapport de cette étude. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 21 : Garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30 et 31 |
| Thème(s) : Autre, Garanties financières |
| Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I de l'AMPG. L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté. |
| Constats : L'attestation de garanties financières a été transmise par l'exploitant à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |